

Assemblée nationale

Adoption définitive de la loi contre le blanchiment de capitaux

Les députés ont adopté à la majorité absolue le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Ils se sont réunis en deuxième séance plénière de la première session extraordinaire de l'année, le vendredi 27 février 2026 au palais ...



PAGE 3

PRODUITS FNFI



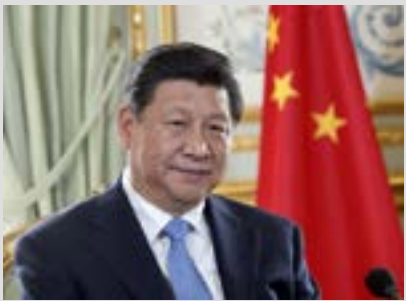
Echos des bénéficiaires

Kpativor Rosali : choisir d'exister par soi-même

Il y a des vies qui commencent dans la lumière avant de traverser l'ombre. Celle de Kpativor Rosali en fait partie. À 53 ans, veuve et mère de six enfants, elle tient aujourd'hui un étal de canaris, de plantes médicinales et de condiments au marché ...

PAGE 2

ECONOMIE



Commerce Afrique-Chine

Pékin instaure le zéro droit de douane pour les exportations africaines

L'annonce est passée avec sobriété, mais ses implications sont considérables. Le 17 février 2026, le président chinois Xi Jinping a déclaré que la Chine appliquera, dès le 1er mai 2026, un "traitement à zéro droit de douane" à l'ensemble des pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin ...

PAGE 5



Togo-Biélorussie

Engagement pour un partenariat mutuellement bénéfique

Le président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé a reçu le lundi 2 mars 2026, le ministre biélorusse des Affaires étrangères, Maxim Ryzhenkov en visite de travail au Togo. Cette première mission officielle du chef de la diplomatie biélorusse à Lomé s'inscrit dans la dynamique de consolidation des relations d'amitié ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Football : Patrice Neveu officiellement aux commandes des Éperviers

Un peu plus d'une semaine après sa nomination par la Fédération togolaise de football, le technicien français Patrice Neveu a officiellement pris ses fonctions le 2 mars 2026, à l'issue d'une cérémonie de signature de contrat en présence du ministre délégué aux Sports, Abdul-Fahd Fofana.

Engagé pour 3 ans, le nouveau sélectionneur aura pour mission de rebâtir une équipe compétitive. Son credo repose sur 4 piliers : rigueur, discipline, humilité et ambition. L'objectif est de redonner aux Éperviers leur éclat d'antan.

À 72 ans, Patrice Neveu apporte une riche expérience acquise à la tête de plusieurs sélections africaines et caribéennes. À lui désormais de transformer l'espoir en résultats concrets.

BON MOIS DE RAMADAN

LE RAMADAN NOUS UNIT

DANS LA FOI ET LE PARTAGE

<https://togo.coris.bank>

Facebook, Twitter, Instagram, YouTube icons



SOMMAIRE

ONU/Afrique
Le Burundi soutient la candidature de Macky Sall, l'Exécutif sénégalais toujours sous silence



P 4

Afrique/Mers et océans
Prise de conscience de l'importance d'une gouvernance collective



P 10

Concours de recrutement d'enseignants
Nouvelles conditions pour le secondaire



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kpativor Rosali : choisir d'exister par soi-même

Il y a des vies qui commencent dans la lumière avant de traverser l'ombre. Celle de Kpativor Rosali en fait partie. À 53 ans, veuve et mère de six enfants, elle tient aujourd'hui un étal de canaris, de plantes médicinales et de condiments au marché de Nyékonakpoè. Pourtant, rien ne la destinait aux combats précoces. Née à Lomé, elle grandit dans un environnement relativement stable. Son père veille à son éducation et à ses besoins. Elle fréquente l'école, vit une enfance paisible, protégée. « J'ai grandi sans manquer de rien. Mon père faisait tout pour nous », confie-t-elle avec retenue. Cette période constitue pour elle une référence, presque un repère lumineux, avant que la trajectoire ne change.

ne me sentais plus à ma place. Ce n'était plus la même maison », raconte-t-elle. Cette situation la pousse à faire un choix déterminant : se marier tôt pour retrouver une stabilité émotionnelle. Ce n'est ni une fuite irréfléchie ni une décision romantique, mais une manière de reprendre

rester simple bénéficiaire des efforts d'un autre. Une fierté discrète l'habite. « Il faisait déjà beaucoup. Mais je me suis dit qu'une femme doit aussi participer. Je ne voulais pas seulement attendre. » Cette volonté d'exister par elle-même marque un tournant. Elle lance un petit commerce

mais elle apprend, observe, ajuste et persévère.

Au fil du temps, son activité se stabilise. Elle comprend les besoins des clientes, améliore ses approvisionnements et gagne progressivement en assurance. Puis vient la rencontre avec le Fonds National de la Finance Inclusive. Le mot crédit l'inquiète d'abord. Elle craint l'engagement. Elle s'informe, écoute, réfléchit, puis décide de franchir le pas. Elle obtient le produit APSEF. « Ce financement m'a aidée à évoluer. J'ai pu acheter plus de marchandises et mieux m'organiser. J'ai senti que je passais à un autre niveau. » Grâce à cet appui, son commerce prend de l'ampleur. Son étal se diversifie, sa clientèle s'élargit, sa contribution aux dépenses familiales devient plus significative.

La vie lui impose ensuite une épreuve plus rude encore : le décès de son mari. Cette fois, elle se retrouve seule face à six enfants et à l'ensemble des responsabilités. Mais elle n'est plus la jeune femme hésitante

d'autrefois. Elle est commerçante, structurée, expérimentée. L'activité qu'elle a construite avec patience devient son pilier. Elle tient. Elle assure la continuité. Elle transforme l'épreuve en détermination. Le marché de Nyékonakpoè devient son espace d'affirmation. On la respecte pour sa constance et son sérieux.

Aujourd'hui, Rosali parle avec assurance. « Je suis fière de ce que j'ai construit. Je n'ai pas voulu dépendre uniquement de quelqu'un. J'ai voulu faire ma part. » Son parcours commence dans une enfance protégée, traverse l'instabilité familiale, s'affirme dans le mariage et se consolide dans l'entrepreneuriat. Il rappelle qu'une femme peut choisir de contribuer même lorsque rien ne l'y oblige. Il montre aussi que l'appui financier, lorsqu'il rencontre la discipline et la détermination, devient un levier d'élévation durable. Rosali n'a pas cherché la lumière. Elle a choisi de rester debout. Et cela suffit à définir sa force.



Kpativor Rosali

Le départ de sa mère bouleverse cet équilibre. Le remariage de son père installe une atmosphère nouvelle, plus lourde. Les relations deviennent tendues, les paroles blessantes, les silences pesants. Elle ne se sent plus réellement chez elle. « À un moment, je

le contrôle d'un destin qui lui échappe.

Son mari se révèle être un homme responsable et bienveillant. Il assure les dépenses du foyer, protège sa famille. Rosali aurait pu s'en satisfaire. Mais sa nature ne lui permet pas de

devant la maison conjugale : quelques condiments, des plantes médicinales, des canaris. Rien d'impressionnant en apparence, mais pour elle, c'est immense. C'est le symbole de son autonomie. Les débuts sont modestes, les bénéfices irréguliers,

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG.LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-Biélorussie

Engagement pour un partenariat mutuellement bénéfique

Le président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé a reçu le lundi 2 mars 2026, le ministre biélorusse des Affaires étrangères, Maxim Ryzhenkov en visite de travail au Togo. Cette première mission officielle du chef de la diplomatie biélorusse à Lomé s'inscrit dans la dynamique de consolidation des relations d'amitié et de coopération entre le Togo et la Biélorussie.

Au centre des échanges figurent des questions d'intérêt commun, avec une volonté affirmée de renforcer la coopération bilatérale. Le ministre biélorusse s'est félicité de la qualité des discussions constructives et prometteuses pour l'établissement d'un cadre structuré de coopération. Il a réaffirmé l'engagement de son pays à œuvrer activement au développement d'un partenariat mutuellement bénéfique. « Je suis très heureux que le président du Conseil de la République togolaise ait accepté cette visite afin

de discuter des questions d'intérêt mutuel entre nos pays. Cette conversation est très prometteuse pour la structuration de notre coopération dans les domaines agricole, technologique, industriel et logistique. Nous considérons la République togolaise comme un partenaire clé en Afrique et nous ferons tout notre possible pour développer nos relations à un niveau beaucoup plus élevé », a déclaré le diplomate.

La Biélorussie entend surtout renforcer le partenariat dans le secteur maritime, en s'appuyant sur le Togo comme porte d'entrée vers l'Afrique, notamment à travers le Port autonome de Lomé. Le Togo, de par sa position géostratégique et la performance de ses infrastructures portuaires, constitue un point d'accès privilégié vers les marchés africains. Les discussions ont également porté sur les enjeux internationaux, les



Le président du Conseil, Faure Gnassingbé (au milieu)/Crédit photo : présidence du Conseil

mécanismes de gestion pacifique des conflits et de promotion de la paix et de la stabilité dans le monde. « Nous avons trouvé de nombreux points de convergence sur les moyens de résoudre nos problèmes et de promouvoir des solutions pacifiques aux défis internationaux », a indiqué le ministre biélorusse. Le ministre Ryzhenkov

a salué l'engagement du Togo en faveur de la paix, de la sécurité dans les différentes régions et de l'intégration en Afrique. Il faut préciser que les deux pays ont signé au cours de cette visite de travail au Togo deux instruments juridiques. Il s'agit d'un memorandum d'entente sur les consultations bilatérales entre les

ministères des Affaires étrangères des deux pays, destiné à institutionnaliser des concertations politiques régulières et un accord d'exemption de visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service. Ces accords traduisent la volonté commune d'ancrer la coopération dans un cadre formel et pérenne. E. Dadzie

Assemblée nationale

Adoption définitive de la loi contre le blanchiment de capitaux

Les députés ont adopté à la majorité absolue le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Ils se sont réunis en deuxième séance plénière de la première session extraordinaire de l'année, le vendredi 27 février 2026 au palais de l'Assemblée nationale sous la présidence du professeur Komi Selom Klassou, président de l'institution.



Vue partielle des députés durant le vote du texte (Crédit photo : Assemblée nationale)

La séance s'est tenue en présence du ministre des Relations avec le Parlement et les institutions, Gilbert Bawara, du ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, le colonel Hodabalo Awaté,

et du ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki. Ce vote est intervenu après son adoption en première lecture le 29 décembre 2025 par l'Assemblée nationale et son approbation par le Sénat le 26 février 2026.

dépasse le cadre technique. Comme l'a rappelé le ministre Badanam Patoki, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme constituent des « menaces réelles » qui « fragilisent les systèmes économiques, détournent

des ressources destinées au développement et alimentent l'instabilité ». Face à ces risques, le projet de loi vise à renforcer l'arsenal juridique du pays. Il modernise les mécanismes de surveillance, intensifie les obligations de vigilance des entités assujetties, renforce les dispositifs de déclaration des opérations suspectes, améliore les mécanismes de gel des avoirs liés au terrorisme et accroît l'efficacité des sanctions. Il clarifie également les responsabilités des autorités compétentes et consolide la coordination entre les acteurs nationaux impliqués dans la lutte contre les flux financiers illicites. En adoptant ce texte, les députés ont affirmé la volonté du Togo de se conformer aux standards communautaires et internationaux. Pour le Président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, le blanchiment de capitaux est « un mécanisme central du financement et de la

pérennisation de la grande criminalité ». Il a souligné que ces flux financiers illicites « menacent de ternir la lumière de notre avenir » et constituent « des chaînes invisibles qui entravent l'essor de nos rêves communs ». À travers ce vote, a-t-il déclaré, « le Togo ne sera jamais un abri pour les vents mauvais des finances illicites ». En clôturant les travaux, le président de l'Assemblée nationale a rappelé que cette adoption définitive s'inscrit dans la dynamique impulsée par Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil de la République togolaise. Il a rappelé sa vision qui est de : « Protéger, Rassembler, Transformer ». Celle-ci trouve à travers cette adoption, une traduction concrète. C'est-à-dire, protéger les citoyens, rassembler la nation autour de la lutte contre la criminalité financière et transformer les institutions pour les rendre plus efficaces et crédibles. Edem Dadzie

Sénégal/Politique

Crise au sein de l'exécutif : Ousmane Sonko menace de retirer les membres du Pastef du gouvernement

Au Sénégal, l'axe politique formé par Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye traverse une zone de fortes turbulences. Deux ans après leur accession au pouvoir, les lignes de fracture, jusque-là contenues, s'exposent désormais au grand jour, sur fond de rivalités stratégiques et de projections présidentielles pour 2029.



Ousmane Sonko

La séquence s'est accélérée à la suite d'une rencontre au Palais présidentiel avec des députés du Pastef. Les explications livrées par le chef de l'État sur la nature de ses rapports politiques avec son Premier ministre n'ont pas suffi à rassurer les partisans de Sonko, qui y voient un flou entretenu sur l'orientation future du pouvoir et sur l'équilibre réel des forces au sommet de l'exécutif.

Dimanche 1^{er} mars, s'adressant à ses militants, Ousmane Sonko a adopté un ton résolument offensif. Il a théorisé l'hypothèse

d'une « cohabitation douce, raisonnable et raisonnée » si le président n'est pas aligné sur la ligne du parti majoritaire. Plus encore, il a ouvertement envisagé le retrait de Pastef du gouvernement en cas de « rupture manifeste ». Un scénario qui transformerait de facto le parti présidentiel de fait en force d'opposition, malgré sa majorité parlementaire.

Cette déclaration n'est pas anodine. Elle pose les termes d'un bras de fer institutionnel inédit : un Premier ministre chef de parti majoritaire, prêt à redéfinir son positionnement face à un président issu du même socle politique, mais soucieux de préserver une coalition plus large. En filigrane, se joue la question du centre de gravité du pouvoir : réside-t-il au Palais ou au sein de l'appareil partisan ?

L'autre point de crispation concerne l'élection présidentielle de 2029. Dans l'entourage de Sonko, l'idée d'une candidature de leur leader semble acquise. À l'inverse, le camp présidentiel juge prématuré d'ouvrir un tel débat et évite de se prononcer publiquement. Ce décalage stratégique nourrit les soupçons et alimente une compétition larvée pour l'après-mandat.

Pour Bassirou Diomaye Faye, l'enjeu est de maintenir la cohésion de la coalition et d'éviter une fragmentation qui affaiblirait l'exécutif. Pour Ousmane Sonko, il s'agit de clarifier les lignes et d'éviter toute dilution de l'identité politique de Pastef. Derrière la rhétorique de l'alignement se profile une interrogation plus profonde : qui incarne la continuité du projet porté par la vague électorale qui a propulsé le duo au sommet de l'État ?

L'équation est d'autant plus délicate que le tandem a symbolisé, pour une partie de la jeunesse sénégalaise et au-delà, une promesse de rupture générationnelle et de refondation politique. Une fracture ouverte au sein de ce binôme pourrait reconfigurer durablement le paysage politique national.

Reste à savoir si cette tension débouchera sur une clarification stratégique, une recomposition de la majorité, ou une confrontation politique assumée. À mesure que 2029 se rapproche, la question n'est plus seulement celle de la cohésion gouvernementale : elle devient celle de la maîtrise du tempo et du récit du pouvoir.

T.M.

Mali/Diplomatie

Les Etats-Unis retirent des personnalités maliennes de la liste des sanctions

Les relations entre les États-Unis et le Mali amorcent un infléchissement notable. Le 27 février, le département américain du Trésor a annoncé le retrait de trois hauts responsables militaires maliens de la liste des personnes sanctionnées par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC). Une décision qui marque un assouplissement après des mois de fortes tensions diplomatiques.

Les personnalités concernées sont le ministre d'État chargé de la Défense, Sadio Camara, le général Alou Boi Diarra et le lieutenant-colonel Adama Bagayoko. Tous trois avaient été inscrits en juillet 2023 sur la Specially Designated Nationals List, dans le cadre de l'Executive Order 14024, un dispositif lié aux activités russes à l'étranger. Washington les soupçonnait d'avoir facilité le déploiement et l'expansion de mercenaires russes sur le territoire malien.

Ce revirement intervient dans un contexte géopolitique mouvant. La recomposition du dispositif sécuritaire russe en Afrique, après la mort d'Evgueni Prigojine et la transformation du groupe Wagner en Africa Corps, a rebattu certaines cartes. Reste à déterminer si la décision américaine traduit une volonté de dissocier Bamako de Moscou, ou une approche plus pragmatique fondée sur la réévaluation des intérêts stratégiques américains au Sahel.

Début février, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, recevait à Bamako Nick Checker, nouveau responsable du bureau des Affaires africaines

au département d'État. Officiellement, les échanges ont porté sur la coopération antiterroriste ainsi que sur les perspectives économiques et commerciales bilatérales. En creux, ils suggèrent une tentative de réengagement progressif, dans un discours désormais centré sur le « respect de la souveraineté » et le « partenariat gagnant-gagnant ».

Ce geste d'ouverture pourrait également préparer une décrispation sur le dossier sensible des visas. En décembre, Washington avait suspendu la délivrance de visas aux ressortissants maliens pour des raisons sécuritaires, provoquant une riposte immédiate de Bamako au nom du principe de réciprocité.

Si la levée partielle des sanctions ne vaut pas normalisation complète, elle signale néanmoins un changement de tonalité. Entre rivalités d'influence, lutte contre le terrorisme et intérêts économiques émergents, Washington semble redéfinir son positionnement au Mali, dans un Sahel où les équilibres restent précaires.

T.M.

ONU/Afrique

Le Burundi soutient la candidature de Macky Sall, l'exécutif sénégalais toujours sous silence

L'ancien président du Sénégal, Macky Sall, est officiellement en lice pour le poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). Une candidature inattendue à double titre : par son calendrier, et surtout par le fait qu'elle ne bénéficie pas du soutien formel de son propre pays.



Macky Sall

Selon plusieurs sources diplomatiques concordantes, l'ancien chef de l'État aurait tenté d'obtenir l'appui des autorités sénégalaises actuelles, en

l'occurrence le président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko. Mais le silence observé par l'exécutif sénégalais, conjugué à l'absence de déclaration officielle d'endossement, traduit

pèseraient lourdement dans cette équation. Face à cette impasse, Macky Sall a opté pour une stratégie de contournement : sa candidature est désormais portée par le Burundi. Un choix hautement symbolique et politiquement audacieux. Le président burundais Évariste Ndayishimiye s'est positionné comme premier soutien actif, multipliant les démarches diplomatiques pour rallier d'autres capitales africaines à cette initiative.

Ce parrainage extérieur constitue un précédent significatif. Traditionnellement, les candidatures aux plus hautes fonctions onusiennes s'appuient sur un consensus national solide, socle indispensable pour crédibiliser la démarche sur la scène internationale. En se présentant sans l'aval de Dakar, Macky Sall prend le risque d'apparaître affaibli politiquement, mais il tente aussi de transformer

cette contrainte en levier panafricain, en inscrivant sa candidature dans une dynamique continentale élargie. Plusieurs pays africains auraient exprimé un intérêt favorable. Toutefois, le chemin vers le sommet de l'ONU reste semé d'obstacles. Le processus de désignation du secrétaire général repose sur une recommandation du Conseil de sécurité, où les cinq membres permanents disposent d'un droit de veto, avant validation par l'Assemblée générale. À cela s'ajoute la pratique non écrite de la « rotation géographique informelle », qui oriente, sans l'imposer formellement, l'origine régionale du futur titulaire. Or, selon des observateurs diplomatiques, le contexte actuel ne serait pas particulièrement propice à une candidature africaine.

Au-delà de l'ambition personnelle de l'ancien président, cette séquence

révèle les lignes de fracture persistantes au sommet de l'État sénégalais. En refusant de s'associer officiellement à la démarche, Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko envoient un signal politique clair : la transition au pouvoir s'accompagne d'une redéfinition des priorités diplomatiques et d'une prise de distance vis-à-vis de l'héritage immédiat.

Reste à savoir si cette candidature « externalisée » peut s'imposer dans un jeu diplomatique dominé par les rapports de force entre grandes puissances. Macky Sall parviendra-t-il à transformer un déficit d'appui national en atout continental ? Et le pari burundais suffira-t-il à compenser l'absence de consensus à Dakar ? Autant d'interrogations qui pèseront lourd dans la bataille feutrée pour la succession à la tête des Nations unies.

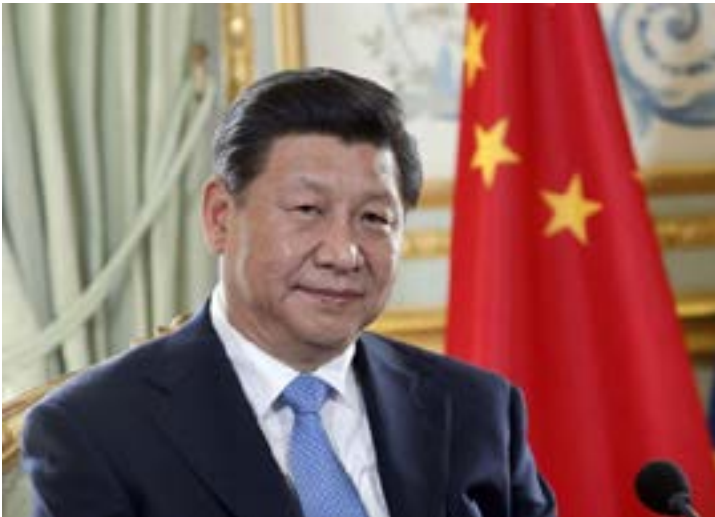
T.M.

Commerce Afrique-Chine

Pékin instaure le zéro droit de douane pour les exportations africaines

L'annonce est passée avec sobriété, mais ses implications sont considérables. Le 17 février 2026, le président chinois Xi Jinping a déclaré que la Chine appliquera, dès le 1er mai 2026, un "traitement à zéro droit de douane" à l'ensemble des pays africains entretenant des relations diplomatiques avec Pékin. Une décision qui pourrait redessiner les équilibres commerciaux entre les deux continents.

Dans les faits, toutes les exportations africaines vers la Chine pourront entrer sur le marché chinois sans taxation douanière. L'initiative dépasse les mécanismes préférentiels jusque-là réservés aux pays les moins avancés. Elle généralise l'accès au vaste marché chinois, fort de plus de 1,4 milliard de consommateurs. Les échanges sino-



Xi Jinping

africains ont déjà connu une croissance soutenue ces dernières années, portés par les matières premières, les minerais stratégiques et certains produits

agricoles. Mais cette exemption tarifaire ouvre une perspective nouvelle : celle d'une compétitivité accrue pour les produits africains, notamment

dans l'agro-industrie et la transformation locale. Au-delà du commerce, le geste est hautement diplomatique. Depuis vingt ans, Pékin a multiplié les partenariats dans les infrastructures, l'énergie et le numérique à travers le continent. En offrant un accès sans barrière douanière à son marché, la Chine consolide son ancrage stratégique face à une concurrence occidentale en quête de repositionnement. Reste cependant une réalité incontournable : l'accès préférentiel ne garantit pas automatiquement une explosion des

exportations. Les capacités de production, la conformité aux normes sanitaires et techniques, la logistique portuaire et la diversification industrielle demeurent des défis majeurs pour de nombreuses économies africaines. La mesure crée une opportunité rare. Mais elle pose une question déterminante : l'Afrique saura-t-elle transformer cette ouverture commerciale en moteur d'industrialisation, de valeur ajoutée et d'emplois durables ? Le temps nous le dira...

Rédaction

CCI-Togo

Une première foire des Inventions pour rapprocher la recherche du marché

Du 9 au 12 mars 2026, l'enceinte de l'Université de Lomé vibrera au rythme de l'ingéniosité nationale. La Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) y organise la première édition de la Foire des inventions et innovations du Togo (F2I-Togo). Ce rendez-vous stratégique coïncide avec les « 7ème Journées scientifiques du CAMES », attendues avec près d'un millier de chercheurs venus du Togo et de l'international.



Matériel mécanique

Portée par l'Unité d'implémentation des résultats de recherche et d'innovation (UIRRI), l'initiative ambitionne de créer un pont opérationnel entre la recherche académique et le marché. L'objectif est de transformer les idées en produits, les prototypes en entreprises viables. Les secteurs ciblés comme l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, la santé et l'intelligence artificielle correspondent aux priorités structurelles de l'économie togolaise. Au cœur du dispositif, un concours national, « M2I-Togo 2025 », introduit une dimension compétitive. Sur l'ensemble des

candidatures, dont la clôture est fixée au 3 mars 2026, 12 projets finalistes seront sélectionnés. À l'issue des délibérations, « cinq lauréats bénéficieront d'un programme d'accompagnement technique et financier » pour soutenir l'industrialisation de

leurs solutions. Une étape décisive dans un pays où l'innovation peine souvent à franchir le cap de la commercialisation.

Pour l'institution consulaire, l'enjeu est de transformer le stock de brevets et d'inventions locales en produits marchands. L'ambition s'appuie sur des bases déjà posées : en 2024, 45 chercheurs ont été formés en propriété intellectuelle et en gestion de projets. Aujourd'hui, la CCI-Togo veut aller plus loin en connectant cet écosystème aux investisseurs privés à travers des rencontres B2B dédiées.

E. A

Banque africaine de développement

6,5 millions d'euros pour dynamiser les start-up technologiques au Togo

L'écosystème numérique togolais s'apprête à recevoir un signal fort venu d'Abidjan. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé, le vendredi 27 février 2026, « une prise de participation de 6,5 millions d'euros au capital du fonds Saviu II ». Un engagement stratégique qui cible les jeunes pousses technologiques en phase d'amorçage, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest et centrale, incluant le marché togolais.

Dans le détail, l'intervention financière se décline en 4,5 millions d'euros en capitaux propres et 2 millions d'euros sous

de capitaux dans des entreprises à forte composante numérique. Saviu II, second véhicule d'investissement de Saviu Partners, entend consacrer au moins 60 % de ses engagements à 7 pays francophones : le Togo, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Bénin, le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali. Pour Lomé, où les incubateurs et hubs technologiques multiplient les initiatives, cette décision représente bien plus qu'un apport

avec des tickets compris entre 500 000 euros et 3 millions d'euros. Au-delà des montants, c'est l'accompagnement opérationnel qui retient l'attention : développement commercial, structuration interne, expansion internationale. En consolidant l'accès aux premières levées de fonds auprès d'acteurs institutionnels, la BAD contribue à bâtir un pont entre l'innovation locale et les marchés globaux. Pour



Siège de la BAD

forme de couverture de première perte, mobilisés via le programme Boost Africa de la Commission européenne. Ce mécanisme vise à réduire le risque pour les investisseurs et à encourager l'injection

financier. Elle traduit une reconnaissance croissante du potentiel local. La stratégie annoncée porte sur une vingtaine de jeunes entreprises opérant principalement dans le segment "B2B",

les start-up togolaises, souvent confrontées au déficit de capitaux patients, cette initiative pourrait marquer un tournant décisif dans leur trajectoire de croissance.

E. A

Politique d'urbanisation

La durabilité au cœur des actions du Togo

Actions publiques visant à planifier et à transformer le territoire urbain, la politique d'urbanisation permet de transformer la démographie en un moteur de développement. Au Togo, cette politique se décline à travers la modernisation et la planification durable des villes. En témoignent les avancées enregistrées ces dernières années.

assaini est un droit. Et le gouvernement, porté par l'engagement de promouvoir un développement inclusif où personne ne sera laissé pour compte, n'a de cesse de multiplier des initiatives. Pour le Togo, l'urbanisme durable repose avant tout sur une vision anticipatrice. Il ne s'agit plus seulement d'étendre la ville, mais de l'organiser avec

Mô 2 et Agou 1.

Une autre mesure que le pays compte déployer est d'assurer le contrôle du respect des normes de construction par l'instruction des demandes de permis de construire ; d'élaborer et de vulgariser la politique de réforme foncière ; de réceptionner partiellement les travaux d'aménagement,

Aussi sera-t-il question d'entretenir les ouvrages d'assainissement et les bassins de rétention d'eaux pluviales dans le Grand Lomé ; de produire et de promouvoir les matériaux locaux de construction ; et de créer et rendre opérationnel l'Institut géographique national du Togo (IGNT).

De grands investissements en vue

Les investissements à réaliser sont importants. In fine, ils permettront d'améliorer le réseau routier, de moderniser les systèmes d'assainissement, de développer l'éclairage public et de mieux structurer les villes, en les rendant plus sûres et plus attractives. L'urbanisme durable implique par ailleurs une gouvernance inclusive. La préservation des espaces verts et la protection des zones sensibles figurent parmi les priorités. La prise de conscience est évidente au Togo : le développement urbain ne peut être dissocié de la responsabilité environnementale et sociale.

Faire de la population un moteur de développement

transformation profonde des équilibres territoriaux, économiques et sociaux du pays. Avec cette mutation, l'urbanisation ne se présente plus comme un simple déplacement géographique. Elle reflète une recomposition des modes de vie, des aspirations et des dynamiques productives. Les villes togolaises attirent par leurs opportunités d'emploi, leur accès aux services publics, à l'éducation, à la santé et aux infrastructures. Elles concentrent les activités commerciales, administratives et industrielles, devenant les moteurs visibles de la croissance nationale. Un taux de 42 % place le Togo dans une phase intermédiaire de transition urbaine. Le pays n'est plus majoritairement rural, mais il conserve un ancrage agricole avec plus de 60 % de la population active. Cette configuration hybride appelle des politiques équilibrées, capables de renforcer l'attractivité et la viabilité des villes tout en soutenant le développement des zones rurales. Pour les habitants, l'urbanisation signifie souvent un meilleur accès aux services essentiels.



Une vue aérienne de la ville de Lomé

Épine dorsale du développement, la politique d'urbanisation encadre le développement des villes, la construction de logements, les transports et les infrastructures. Cherchant à gérer la croissance urbaine, elle favorise la cohésion sociale et promeut la durabilité. Avec une population galopante qui a triplé sur les quatre (4) décennies (1981-2022), le Togo travaille à réorienter le développement de ses villes. Cette stratégie qui passe par la gestion équitable des populations aux infrastructures de base et la promotion des habitats décents, a conduit ces dernières années à un grand nombre de réalisations.

En s'engageant dans cette démarche, celle d'assurer un cadre de vie décent à la population, le Togo entend réduire les disparités régionales, favoriser la création d'emplois et faire de la croissance démographique un moteur de développement. Loin d'être une faveur, l'accès des populations à des infrastructures de base et à un cadre de vie

méthode. Les schémas directeurs d'aménagement intègrent désormais des considérations environnementales, la gestion rationnelle du foncier et la nécessité d'espaces publics fonctionnels. C'est une approche qui, à bien des égards, vise à limiter l'étalement anarchique, à réduire les risques d'inondation et à améliorer la qualité de vie des habitants.

Des mesures et actions concrètes

L'année 2026 verra de nouveaux progrès en matière d'urbanisme durable et de logement social. Parmi les initiatives à prendre se trouvent la finalisation des études de faisabilité et les travaux préparatoires pour l'aménagement d'une zone d'habitat planifié sur le site de Kpomé-Dalavé, d'une superficie de 1177 hectares. Autres actions planifiées par le gouvernement : doter 13 communes de plans locaux d'urbanisme. Ce sont Oti-Sud 1, Dankpen 1, Haho 1, Vo 2, Blitta 1, Est-Mono 1, Amou 2, Tchaoudjo 2, Tchamba 1, Kozah 2, Zio 3,

d'assainissement et de bitumage de 14,34 km de rues urbaines à Lomé. Il est également question de poursuivre les



Carrefour 2 lions à Lomé

travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage de 9,43 km à Aflao-Sagbado, ainsi que les travaux d'assainissement de la zone Agoè-Houmbi à Lomé ; d'achever les travaux de drainage urbain et de voirie à Dapaong ; de collecter et d'évacuer les déchets à la décharge finale d'Aképe dans le Grand Lomé.

Au Togo, 42 % de la population vit en milieu urbain, selon les données du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5), conduit en 2022 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Inseed). Ce taux d'urbanisation, en progression constante au fil des décennies, traduit une

L'eau potable, l'électricité, les établissements scolaires et sanitaires y sont de plus en plus implantés.

Retombées pour l'économie

D'un point de vue économique, la progression de la population urbaine favorise la diversification des activités. Les secteurs du commerce, des services,

de la transformation industrielle et du numérique trouvent dans les villes un écosystème propice à leur essor.

L'urbanisation au Togo stimule ainsi l'innovation et la productivité, surtout lorsque la planification urbaine accompagne la croissance démographique. La question de l'emploi demeure centrale. Les flux migratoires internes, notamment ceux des jeunes en quête d'opportunités, alimentent la dynamique urbaine. La création d'emplois formels s'intensifie, portée par le Plan national de développement (PND), relayé par la Feuille de route gouvernementale, qui a notamment favorisé l'émergence de la Plateforme industrielle d'Adétikopé, entre autres. L'urbanisation à hauteur de 42 % implique également un impératif de gouvernance locale renforcée. Les collectivités territoriales sont appelées à jouer un rôle accru dans la planification, la gestion des services et la participation citoyenne. Cette année, l'État a porté le Fonds d'appui aux collectivités territoriales (Fact) à 12 milliards de francs CFA pour les 117 communes, contre 10 milliards l'année précédente. Le taux d'urbanisation de 42 % révèle ainsi un pays en transition, partagé entre héritage rural et ambition urbaine.

Soutenir la mutation urbaine

Pour soutenir cette mutation urbaine engendrée par la croissance démographique et la recherche d'un mieux-être, plusieurs autres stratégies sont déployées par les autorités publiques. Déjà en 2009, les autorités togolaises ont, dans un premier temps, doté le Togo d'un document de Politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT). Ce document met en place des stratégies pour organiser l'espace national, répartir les populations et les activités de manière équilibrée, et développer les infrastructures. Il repose sur des principes fondamentaux tels que la création de conditions de développement, la compensation des inégalités territoriales, la protection de l'environnement et des ressources, et la coopération entre les acteurs.

En 2015, pour renforcer les actions du Togo dans l'amélioration du cadre de vie de ses populations, l'Assemblée nationale adoptait un projet de loi-cadre sur l'aménagement du territoire, à différentes échelles, et qui sert de base à la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine.

Pour les autorités togolaises, l'ensemble de ces dispositifs a pour objectif d'assurer un développement économique et spatialement équilibré, de réduire les disparités régionales, de favoriser la création d'emplois et d'inciter le secteur privé à investir dans les zones les plus défavorisées.

Pour ce faire, une attention particulière est dans un premier temps accordée à la capitale togolaise Lomé, qui ne cesse de subir ces dernières années une pression démographique. Celle-ci due en partie à l'exode rural et à un fort taux de natalité.

Dans cette logique, celle de trouver des solutions durables aux problèmes qui minent l'aménagement du territoire, le District autonome du Grand Lomé (DAGL) a été doté, en 2018, d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Ce document de planification, finalisé en 2023, réglemente l'urbanisation de la capitale togolaise pour les prochaines années. Ce nouveau plan est entre autres censé améliorer l'occupation spatiale, éliminer les déséquilibres structurels et renforcer l'attractivité de la ville.

Aussi apporte-t-il des solutions aux problèmes urbains que rencontrent les populations de Lomé, notamment le coût élevé des terrains urbains, les mauvaises conditions de logement, et l'absence de dessert des quartiers en eau et électricité, à travers la régulation de la dynamique de l'urbanisation. Il fixe également les orientations fondamentales, harmonise les programmes de l'État, ainsi que ceux des collectivités locales et des établissements.

Repenser les modèles urbains au Togo

Dans un contexte mondial marqué par des conséquences de plus en plus néfastes des dérèglements climatiques et face à la persistance des

difficultés économiques, sources d'inégalités croissantes, il urge de repenser les modèles urbains. Le Togo, qui n'est pas du reste, s'est engagé à trouver des solutions durables.

Partant du constat qu'il devient impératif d'adopter

services.

Grâce au système ArcGIS, les parcelles sont géo-référencées, les plans cadastraux numérisés et les titres sécurisés contre toute tentative de fraude ou de double vente dans les milieux urbains. Autre innovation majeure

des ministres.

Inclusion et reconnaissance des droits coutumiers

Les réformes placent l'équité sociale au cœur du processus. Le projet LRAP (Land Reform and Access Project), soutenu à hauteur



Circulation dans la ville de Lomé à la Colombe de la paix (image illustrative)

des stratégies innovantes pour anticiper, gérer les crises urbaines tout en assurant l'accès aux services et équipements de base, le gouvernement a inscrit la lutte contre la vulnérabilité urbaine dans ses priorités.

Sous le leadership du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, cette lutte est inscrite dans la Feuille de route gouvernementale. À travers le ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et des Réformes foncières, des initiatives structurantes sont mises en œuvre avec le concours de plusieurs acteurs pour planifier des villes durables.

Cas du foncier

Pour nombre d'experts, pour faire de la croissance démographique un atout de développement, le Togo se doit d'asseoir une gestion saine du foncier.

En effet, l'agriculture, dont les activités sont liées à la terre, emploie plus de 60% de la population active, et une gestion saine du foncier devrait contribuer davantage à la création d'entreprises et de richesses dans le pays.

Pour relever les défis à ce niveau, le guichet foncier unique, désormais opérationnel, centralise toutes les démarches liées à la propriété : titres fonciers, mutations, plans cadastraux, vérification de propriété. Il constitue un point d'entrée unique, éliminant les va-et-vient entre

: l'attribution du Numéro unique parcellaire (NUP) depuis août 2024, qui identifie chaque terrain de façon exclusive dans la base nationale.

La suppression des tampons multiples et la digitalisation complète du traitement des dossiers réduisent drastiquement les délais. Là où une demande de titre pouvait prendre plusieurs années, elle est aujourd'hui traitée dans un délai raisonnable.

Vers une administration foncière de proximité

La réforme ne se cantonne pas à Lomé. La création de divisions régionales et de nouveaux conservateurs permet de rapprocher les services fonciers des populations. Les citoyens de l'intérieur du pays n'ont plus besoin de rallier la capitale pour leurs démarches.

Des missions de sécurisation foncière ciblées sont également conduites dans des zones stratégiques. C'est le cas du projet d'aménagement de l'aéroport de Gbatopé, où plus de 7 000 hectares ont été délimités, cartographiés et les propriétaires identifiés, évitant ainsi les tensions liées aux expropriations.

Toujours dans le cadre des réformes foncières et de sa sécurisation, le Togo envisage de mettre en place l'Institut géographique national. Le 9 avril 2024, le gouvernement s'est penché sur sa création en Conseil

de 8 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs CFA), vise à reconnaître les droits fonciers coutumiers, souvent ignorés ou précaires. Il cible en priorité les femmes et les paysans, leur permettant d'obtenir des titres sécurisés, ouvrant ainsi la voie à un accès au crédit et à des investissements productifs. Le Forum national du foncier tenu en juillet 2024 a permis de vulgariser le Code foncier et de lancer la distribution des livrets fonciers, documents résumant les droits de chaque propriétaire de manière simplifiée, à l'usage des populations locales.

Des défis persistants

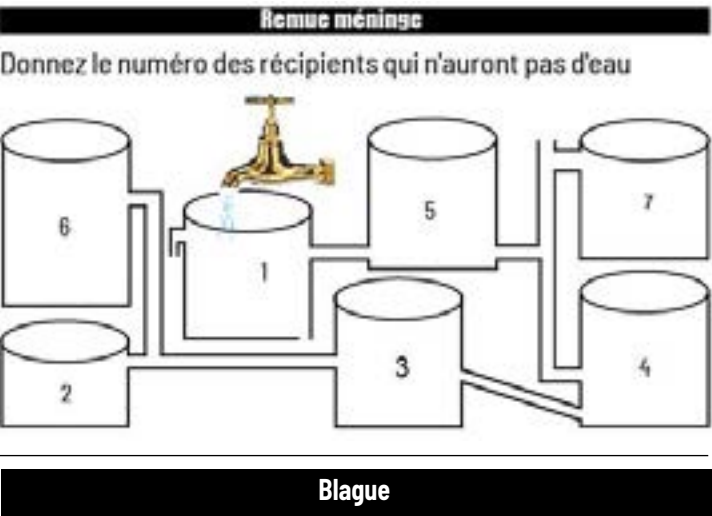
En dépit des efforts, le défi reste immense. La concentration démographique dans les villes exerce une pression accrue sur les infrastructures existantes. Le logement, le transport, l'assainissement et la gestion des déchets deviennent des défis quotidiens à relever pour éviter l'expansion de quartiers précaires et la dégradation du cadre de vie.

Face à ces défis, il urge de poursuivre les efforts, de repenser les modèles urbains pour garantir à chaque citoyen le droit fondamental à un logement décent et abordable ainsi qu'une meilleure condition de vie.

Caleb Akponou



Légendez en commentez la photo ci-dessus!



Il nous a été donné de constater que certains parents se livrent au vilain plaisir de se coucher dehors prétextant qu'il fait chaud dans la chambre. Cette pratique incivique empêche certaines filles de sortir et être utiles aux dragueurs. Conformément aux lois et règles en vigueur, les dragueurs condamnent avec la dernière énergie cette pratique qui doit cesser dès la publication de cette information . Nous vous remercions pour votre compréhension
Signé le directeur général

Le prix caché de la patience

Un Roi avait un serviteur masculin qui, en toutes circonstances lui disait toujours; Mon Roi, ne te décourage pas car *Dieu ne fait jamais d'erreurs. Un jour, ils sont partis chasser et un animal sauvage a attaqué le roi, le serviteur a réussi à tuer l'animal mais n'a pas pu empêcher sa majesté de perdre un doigt. Furieux et sans montrer de gratitude, le Roi a dit ; si Dieu était bon, je n'aurais pas été attaqué et perdu un doigt. Le serviteur répondit : 'malgré toutes ces choses, je ne peux que vous dire que Dieu est bon et tout ce qu'il fait est parfait, il ne se trompe jamais'. Indigné par la réponse, le roi ordonna l'arrestation de son serviteur. Pendant qu'il était emmené en prison, il a encore dit au roi : Dieu est bon et parfait. Un autre jour, le roi est parti seul pour une autre chasse et a été capturé par des sauvages qui utilisent les êtres humains pour le sacrifice. Sur l'autel, les sauvages ont découvert que le roi n'avait pas un doigt en place, il a été libéré parce qu'il n'était pas considéré comme "complet" pour être offert aux dieux. À son retour au palais, il ordonna la libération de son serviteur et dit; Mon ami, Dieu était vraiment bon avec moi. J'ai failli être tué mais faute d'un seul doigt, j'ai été lâché. Mais j'ai une question ; Si Dieu est si bon, pourquoi m'a-t-il permis de vous mettre en prison ? Son serviteur répondit; Mon roi, si je n'avais pas été mis en prison, je serais parti avec toi, et j'aurais été sacrifié, parce que je n'ai pas de doigt manquant. Tout ce que Dieu fait est parfait, il ne se trompe jamais. Souvent on se plaint de la vie, et des choses négatives qui nous arrivent, oubliant que tout arrive dans un but. Dieu sait pourquoi vous lisez ce message aujourd'hui, veuillez bénir quelqu'un avec lui en le partageant. Dieu est bon et parfait !! Mon cher ami, une bonne attitude déterminera ton altitude. Quand tu regardes ta vie, ta carrière, ton travail ou ta vie de famille, qu'en dis-tu ? Louez-vous Dieu ? Est-ce que vous blâmez le Satan ? Une bonne attitude envers Dieu le fait avancer en votre nom. Asseyez-vous et dites : Aujourd'hui, je suis reconnaissant d'avoir eu un sommeil paisible, je suis reconnaissante d'être en vie avec des possibilités, je suis heureux d'avoir un toit sur moi, je suis reconnaissants d'avoir un travail, je suis reconnaissantes d'avoir de la famille et des amis. Par-dessus tout, je suis reconnaissant d'avoir Dieu dans ma vie. Soyez bénis et ne soyez pas envieux ou choqué quand les autres prospèrent parce que vous ne savez pas ce qu'ils ont traversé pour y arriver (épreuve, épreuves et tribulation) alors remerciez Dieu pour ce que vous avez. "Peu est beaucoup quand Dieu est dedans. C'est bien avec la grâce de Dieu. Touchez la vie de quelqu'un avec ce message si Dieu est pour nous, qui peut être contre nous ? Arrêtez de lire si vous ne pouvez pas partager le message. Dieu t'a vu lutter contre quelque chose. Dieu dit que c'est fini. Une bénédiction arrive vers vous. Si vous croyez en Dieu, partagez ce message à 5 groupes WhatsApp différents, s'il vous plaît, ne l'ignorez pas, Dieu va arranger deux choses (GRANDES) en votre faveur. Si vous croyez en Dieu, arrêtez tout ce que vous faites et partagez-le. Demain sera le meilleur jour de ta vie.

Débat

Tu cries sur ta femme en public lors d'une cérémonie parce qu'elle a cassé par manque d'attention l'écran de ton téléphone d'une valeur de 350.000fcfa

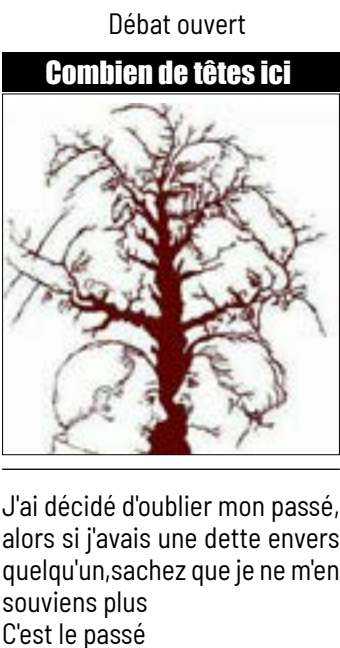
Étonné et choqué de ta réaction, un Monsieur se lève et donne 500.000 Fcfa à ta femme devant tout le monde pour qu'elle puisse t'acheter un autre téléphone.

Le Monsieur écrit son numéro de téléphone à ta femme en lui demandant qu'au cas où l'argent ne suffirait pas, de l'appeler pour qu'il complète.

Chers amis :

D'abord toi Femme, accepterais-tu prendre cet argent de ce Monsieur ? Justifiez votre réponse

Et toi Homme, si c'était toi le mari, que ferais-tu ?



Blagues

"Un Vieux m'a demandé de vendre son coq pour lui à 1500f. J'ai pu vendre le coq à 3000f et je suis revenu dire au vieux que j'ai vendu le coq à 1250f . Le vieux m'a donné les 250f et commence à me bénir. "" tout ce que tu m'as fait, Dieu va te rembourser au centuple, même tes enfants et petits enfants vont récolter le fruits de tes actes. Dans toute ta vie tu rencontrera des gens qui vont t'aider de la même manière que tu viens de le faire. Les mots me manquent mais c'est Dieu seul qui pourra te payer. ""

Je lui ai remis ses 250f plus les 1500f que j'avais prélevés. A cause de tes miettes tu veux maudire toute ma famille ?? Un vieux sorcier comme ça!

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

Svp dites moi: est ce qu'un gaucher peut étudier le droit à l'Université

HUMOUR

Mari: Mon bébé, c'est comme si l'ampoule des toilettes est maintenant automatique hein

Femme: Que s'est-il passé mon amour ?

Mari: lorsque j'ouvre la porte pour uriner, l'ampoule s'allume seul. Après avoir uriné et refermé la porte, l'ampoule s'éteint seule!!

Femme: wandaful!!!

T'as encore bu cheri

Tu es parti uriner dans le frigo !

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;
Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;
Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);
Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE(Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA : Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);
Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Santé

Un centre d'excellence en qualité des soins en préparation

Au Togo, la mise en place d'un Centre d'excellence en qualité et sécurité des soins (CEQSS) est en préparation dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (LuxDev). Ce sujet, couplé au projet de développement de l'École polytechnique de Lomé (EPL), a été au cœur des échanges lors d'une audience accordée à une délégation de LuxDev en fin de semaine écoulée par le ministre délégué en charge de l'enseignement supérieur, Gado Tchangbedji.



projets. Pour le Centre d'excellence en qualité et sécurité des soins, dont les manœuvres débuteront en juin prochain, l'accent a



Concrètement, les discussions entre les deux parties ont porté sur les objectifs, le calendrier et les modalités de mise en œuvre des deux

été mis sur la structuration d'un pôle académique et de recherche appliquée, capable de promouvoir la qualité et la sécurité des soins dans le pays.

S'agissant de l'École polytechnique de Lomé (EPL), les officiels ont évoqué le renforcement des infrastructures et le développement de programmes de formation professionnelle en ingénierie. Le lancement officiel est prévu le mardi 17 mars prochain. Ces deux projets s'inscrivent dans le cadre du programme de renforcement du capital humain, porté par le gouvernement. L'ambition à terme est de former des professionnels hautement qualifiés, capables de répondre aux besoins du pays en matière d'ingénierie et de santé.

Republiquetogolaise

Recherche scientifique

Plus de 1000 experts attendus à Lomé en mars

Lomé, la capitale togolaise, accueillera du 9 au 12 mars 2026, la 7ème édition des Journées scientifiques du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). Sous le patronage de la Présidence du Conseil, cet événement rassemblera plus de 1000 participants, dont des ministres, des universitaires et des experts internationaux issus des 19 États membres de l'organisation.



Vers une politique de recherche commune

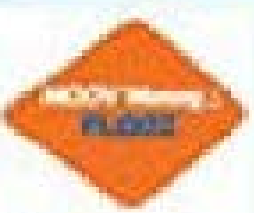
L'enjeu de la rencontre est l'adoption d'une politique de recherche commune, selon le ministère de tutelle. Ce projet, dont les bases ont été jetées à Bamako en janvier dernier, doit permettre d'harmoniser les stratégies nationales pour pallier le fractionnement de la recherche scientifique sur le continent. Le CAMES ambitionne de réduire le retard technologique régional par une mutualisation accrue des ressources et des compétences académiques. Dans un contexte de concurrence globale, l'institution intergouvernementale créée en 1968 cherche ainsi à structurer l'innovation pour en faire un outil de développement et de transformation économique.

Un programme scientifique dense

Ces travaux s'articulent autour du thème de la résilience et du développement solidaire de l'Afrique. Le programme scientifique prévoit 981 communications, incluant 885 présentations orales et 96 posters, principalement en présentiel au Palais des Congrès et à l'Université de Lomé.

Togofirst

En un clic,
payez votre
TVM
par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play



Afrique/Mers et océans

Prise de conscience de l'importance d'une gouvernance collective

L'année dernière, les mers et les océans se sont imposés au cœur de l'agenda international : la Conférence des Nations unies sur les océans, le traité sur la biodiversité en haute mer, sans oublier l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche, l'objectif 30-30 ou encore les négociations sur le plastique. Ce sont là autant de sujets importants qui redessinent l'avenir des océans. Mais quelle est la place de l'Afrique dans cette dynamique et quels rôles ont joué les États africains ? Et surtout, quelles opportunités ces avancées offrent-elles pour le continent, notamment en matière d'économie bleue ?

Cela fait maintenant à peu près une dizaine d'années que l'on parle d'économie bleue en Afrique. C'était un sujet assez négligé auparavant. C'est à partir de 2016 que l'on a commencé à travailler sur des documents stratégiques au niveau continental pour mieux cerner l'importance de l'économie bleue pour le continent africain. L'on a toujours eu une approche assez prudente vis-à-vis de la mer et des océans sur le continent. Mais, aujourd'hui, cela représente un potentiel de l'ordre de 300 à 400 milliards de dollars pour l'économie continentale ; ce qui fait à peu près 50 millions d'emplois pour les 38 pays côtiers. Petit à petit, des cadres stratégiques ont été mis en place, notamment au niveau de l'Union africaine, avec une stratégie pour l'économie bleue. Par la suite il y a eu des déclinaisons sous régionales et nationales. « Actuellement, nous sommes dans une démarche où après la prise de conscience du potentiel économique dans ce domaine, l'on essaye de faire converger économie, protection et régénération des océans qui sont sous forte pression, sachant que les pays ont très peu de moyens pour s'attaquer à cette dernière dimension », explique Nassim Oulmane, économiste principal et chef section de l'économie verte et bleue, à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Cette dimension est intégrée dans les plans de développement,

dans l'agenda 2063 de l'Union africaine, dans les aspirations de croissance inclusive et de développement durable. La porte d'entrée est la connexion entre le développement durable, la protection de l'environnement et la régénération des écosystèmes. En effet, l'on voit immédiatement qu'une détérioration des écosystèmes a un impact négatif immédiat, y compris économique. Par exemple, si l'on prend le cas du tourisme durable côtier, celui-ci est immédiatement impacté en cas de pollution



Schéma de l'économie bleue (Image trouvée en ligne le 24 février 2026)

marine grave. Depuis que le traité des Nations unies sur la haute mer (BBNJ) est entré en vigueur, l'on a entamé un nouveau processus où chaque année une Conférence des Parties (COP) sera organisée, à l'image de ce qui se fait pour le climat ou la biodiversité. En 2026, il va y avoir une COP 1 du traité BBNJ. Nice a été un peu comme le sommet de la terre de 1992 à Rio de Janeiro au Brésil. Là, c'était le sommet de la mer 2025. Donc, c'est quelque chose de nouveau et qui participe à un regain du multilatéralisme. « C'est un progrès. Mais il faut relativiser les choses. Ce traité BBNJ sera ce que nous en ferons. C'est un peu une feuille blanche, parce qu'en fait, c'est un cadre qui a été défini par les États qui en sont Partis. Les États-Unis ne sont pas Partis partie du traité BBNJ (c'est une expression être partie de...), et c'est quand même la plus grande puissance maritime mondiale », souligne Robin Degron, ancien directeur du Plan

bleu (Onu Environnement en Méditerranée), professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (HDR géographie), membre du laboratoire Dynamiques sociales et Recomposition des espaces (UMR 7566), magistrat de la Cour des comptes et auteur de plusieurs ouvrages sur la Méditerranée.

Pour information, la pêche illégale coûte à peu près 10 milliards de dollars par an à l'Afrique. Cet accord aiderait à réduire, où tout au moins à baisser les incitations à l'illégalité et à la surexploitation. Le

problème principal est la surpêche. Et pour arriver à gérer la surpêche, surtout en haute mer ou dans les zones économiques exclusives, au-delà de réformer les subventions, une mesure clé va être le contrôle en mer. Il faut arriver à mieux réguler les zones économiques exclusives où parfois des bateaux étrangers peuvent entrer, et ensuite travailler sur les accords de pêche, où parfois certains pays africains donnent accès à leur pêche pour des sommes modiques à des vaisseaux étrangers, ce qui crée des conséquences pour la vie des pêcheurs artisanaux.

La mise en œuvre de l'accord aura plusieurs autres avantages au niveau africain. Il apportera une plus-value en termes de conformité et de traçabilité, avec une meilleure réputation commerciale. L'un de ses impact direct serait une meilleure valeur ajoutée en termes de produits, avec des mesures restrictives

qui peuvent aider les pêcheurs, notamment les pêcheurs artisanaux, à avoir plus de produits dans leur pêcherie, et pouvoir valoriser leur pêcherie en démontrant que la pêche a été faite de manière durable.

Agenda 2063, économie bleue, développement africain, et politiques nationales et régionales

La CEA travaille, entre autres, à l'évaluation du potentiel de l'économie bleue dans les pays. Il y a des pays comme les Seychelles, où l'on va approcher des 30% du PIB de l'archipel. Des pays comme les Seychelles, l'île Maurice, le Kenya, mais aussi le Sénégal, sont des États qui ont depuis assez longtemps conscience de l'importance de l'économie bleue pour leur développement, et qui du coup, ont des stratégies dédiées. D'autres pays sont moins en avance, mais intègrent quand même l'économie bleue dans leurs plans de développement nationaux. C'est important d'avoir ce cadre car cela permet d'aller chercher des financements. Le niveau sous régional est également très important car les écosystèmes marins dépassent souvent les cadres nationaux et leur fragilité fait qu'une coordination, notamment sur la surpêche, est fondamentale pour pouvoir maintenir des stocks à un niveau durable. Certaines organisations régionales, notamment, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ont une stratégie économie bleue. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est également en train de développer sa stratégie pour le Golfe de Guinée. Ces entités régionales ont parfaitement pris conscience de l'importance d'une coordination et d'une gouvernance collective de ces espaces.

Les filières de l'économie bleue les plus prometteuses pour les pays africains

La pêche et l'aquaculture sont un secteur fondamental, notamment

par rapport à l'emploi. C'est plus de 80% de l'emploi lié à l'économie bleue sur le continent. La question du renouvellement des stocks de poisson et de leur gestion durable est fondamentale. Il faudra aussi travailler en étroite collaboration avec les acteurs non africains. L'on estime que 80% des pêches illicites et non réglementées en Afrique sont faites par des vaisseaux battant pavillon de 8 à 10 pays seulement. Ce sont des pays asiatiques et européens qui sont assez connus. Travailler avec ces pays permettra d'avoir très rapidement un impact très significatif sur les stocks de pêche. L'accord de l'OMC est un atout pour y arriver. Un accord international sur la biodiversité au-delà des zones de juridiction nationale aussi va permettre de mettre en place des cadres de coopération en haute mer. Et cela devrait avoir un impact très important sur la réduction de la pêche illicite et non réglementée.

Un autre enjeu au niveau purement africain, c'est l'amélioration des chaînes de valeur. Un travail doit se faire sur les chaînes de valeur régionales de la pêche pour à la fois répondre à la durabilité, à la gestion des stocks mais également pour lier cela aux questions de sécurité alimentaire. Le développement des corridors maritimes commerciaux prend une certaine dimension, notamment avec l'accord lié à la zone de libre-échange africain (Zlecaf), qui est un cadre clé par rapport au développement de ces chaînes de valeurs régionales, que ce soit au niveau des pêches, de l'aquaculture ou aux produits de l'économie bleue.

L'on parle également de nouvelles sources d'énergie venant de la mer, notamment l'éolien offshore, mais aussi des projets d'hydrogène vert. Enfin, il y a tout ce qui est biotechnologie marine et services écosystémiques.

Edem Dadzie

Habitat durable

Lomé accueille la deuxième édition des BOAD Development Days

Les 11 et 12 juin 2026, Lomé deviendra, le temps de deux journées stratégiques, l'épicentre des réflexions sur le financement du logement dans l'espace Uemoa. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) y tiendra la deuxième édition des "BOAD Development Days", un rendez-vous appelé à rassembler décideurs publics, investisseurs et partenaires techniques autour d'un enjeu majeur : l'habitat durable.

Placée sous le thème du logement inclusif et de la souveraineté énergétique, cette édition s'inscrit dans un contexte régional marqué par une urbanisation accélérée et une pression croissante sur les infrastructures. L'ambition est d'identifier des réponses concrètes à la double exigence de bâtir des villes accessibles et de soutenir la transition énergétique. Selon l'institution sous-



Siège de la BOAD à Lomé

régionale basée à Lomé, les échanges porteront sur les mécanismes innovants de financement, les instruments de finance verte et les partenariats public-privé. La BOAD entend également

explorer de nouveaux leviers, notamment les fintechs, pour élargir l'accès au financement. Derrière ces axes se dessine une volonté d'adapter les outils financiers aux réalités sociales et économiques de la région.

Pour la Banque, ces journées s'intègrent dans sa stratégie de mobilisation de ressources au service de projets structurants. L'habitat y est envisagé comme un secteur transversal, au carrefour de l'intégration

régionale, de la création d'emplois et de la résilience climatique. Construire mieux, financer autrement et inclure davantage : telle est l'équation. Cette rencontre prolonge la dynamique enclenchée lors du premier rendez-vous organisé en juin 2025 à Lomé, centré sur la transition énergétique et l'agriculture durable. L'événement avait permis de mettre en lumière d'importants besoins d'investissement dans des secteurs clés.

Institution commune aux 8 États de l'Uemoa, la BOAD finance depuis Lomé divers projets, notamment dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et le secteur privé. En ouvrant le débat sur l'habitat durable, elle confirme son rôle de catalyseur du développement régional et son ancrage dans les priorités concrètes des populations.

Togofirst

Projet des 20 000 logements

Un expert électrique recherché pour sécuriser les études de faisabilité

Au Togo, le gouvernement, via l'agence CITAFRIC, vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour recruter un ingénieur en génie électrique, qui aura pour mission d'appuyer l'Unité de gestion du projet de construction de 20 000 logements à coûts abordables.

électriques pour de grands ensembles immobiliers. Une attention particulière sera portée aux références dans la rédaction de cahiers des charges techniques et la gestion de projets financés par des bailleurs

(1177 hectares), ainsi qu'à Sagbado-Avoèmé et Yokoè-Kopegan. Au-delà de la simple construction, l'objectif est de créer des pôles urbains résilients et modernes, intégrant des normes strictes en matière



Des logements sociaux

L'expert recherché interviendra spécifiquement sur les études de faisabilité et les réseaux de voiries structurantes. Cette mission est financée par un don de la Banque africaine de développement (BAD). Le candidat doit justifier d'un diplôme de niveau Bac+5 et d'une expérience minimale de dix ans dans la conception d'installations

de fonds internationaux. Pour rappel, le projet des 20 000 logements est une initiative de la feuille de route gouvernementale togolaise, qui veut réduire le déficit d'habitats abordables tout en décongestionnant le centre-ville de Lomé. Porté par le ministère de l'Aménagement du territoire, ce programme se déploie principalement sur le site de Kpome Dalavé

de transition énergétique, d'assainissement et d'infrastructures connectées. Les dossiers de candidature doivent être soumis au plus tard le 10 mars 2026. Ce recrutement marque une phase technique décisive pour sécuriser les infrastructures énergétiques de ce programme national.

Togofirst

Concours de recrutement d'enseignants

Nouvelles conditions pour le secondaire

Au Togo, dans le cadre du concours national de recrutement de fonctionnaires enseignants, le diplôme de Master en sciences du langage pour la spécialité Français, ainsi que la Licence fondamentale en Mathématiques, en Physique et en Chimie, sont autorisés. L'annonce, faite ce lundi 2 mars par le ministère en charge de la fonction publique, concerne le second cycle du secondaire.

"Toutes les autres conditions de candidature restent inchangées", a précisé le ministère.

Prévu le samedi 11 avril 2026, le concours permettra de recruter 3851 nouveaux enseignants, répartis

de l'éducation (DRE) à Lomé, Tsévié, Atakpamé, Kpalimé, Sokodé, Kara et Dapaong, au plus tard vendredi 6 mars 2026.

Pour rappel, ce nouveau concours s'inscrit dans l'engagement du gouvernement de



entre le préscolaire, le primaire, le secondaire général et le secondaire technique professionnel. Les dossiers de candidature sont reçus dans les directions régionales

renforcer l'effectif des enseignants et d'améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux.

Republiquetogolaise

BON MOIS DE RAMADAN
**LE RAMADAN NOUS UNIT
DANS LA FOI ET LE PARTAGE**

Ramadan
MUBARAK



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

